Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises **Service Compétitivité et performance environnementale** **Sous-direction Performance environnementale et valorisation des territoires** **Bureau foncier** **3, rue Barbet de Jouy** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Instruction technique** **DGPE/SDPE/2016-583** **13/07/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 01/04/2017
Cette instruction abroge :
DGPE/SDPE/2015-637 du 24/07/2015 : Financement des opérations réalisées par les SAFER métropolitaines (hors SAFER Corse) pour 2015 - Subvention du MAAF
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 4

Objet : Subvention du MAAF en 2016, pour le financement des opérations réalisées par les SAFER métropolitaines (hors SAFER de Corse) sur la période 2015.

Destinataires d'exécution
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF et DRIAAF) Monsieur le directeur général délégué de l'Agence de services et de paiement

Résumé : Montant des forfaits par catégories d'opérations réalisées par les SAFER métropolitaines (hors SAFER de Corse) et répartition de l'enveloppe 2016 de la subvention du MAAF entre les SAFER.

Textes de référence : Instruction technique DGPE/SDPE/2016-346 du 20/04/2016.

Vous trouverez ci-après, conformément aux dispositions prévues par la note de service DGPE/SDPE/2016-346 du 20 avril 2016, le montant des forfaits pondérés par catégories d'opérations SAFER :

Forfait "installations"	**4 587,851 €**
Forfait "aménagements parcellaires et forestiers"	**674,684 €**
Forfait " aménagements environnementaux"	**337,342 €**

Sur le tableau en annexe, est également précisé le montant par SAFER des enveloppes 2016 correspondantes. Le montant total du financement pour 2016 est de : **3 361 208,12 €.**

Comme en 2015, les dossiers pour le financement des SAFER de métropole seront à transmettre à la délégation régionale de l'Agence de services et de paiement de Clermont-Ferrand jusqu'au **22 août 2016**, dossiers incluant la copie de la demande de financement de la SAFER ***(annexe 2)***, le tableau EXCEL, la proposition d'autorisation d'engagement ***(annexe 3)***, le rapport d'instruction (formulaires actualisés 2016), le RIB et le K-bis de la SAFER.

Outre les points habituels concernant le N° de dossier et le fichier excel rappelés ci-après, j'appelle plus particulièrement l'attention des DRAAF Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et Languedoc Roussillon, Midi-Pyrénées ainsi que celle de l'Agence de services et de paiement (ASP), sur les dossiers à financer de la SAFER Garonne Périgord (SOGAP) qui a été dissoute fin 2015[1]. En effet, tant que les opérations de liquidation de la SOGAP n'auront pas été clôturées, les paiements des dossiers devront s'effectuer conformément aux instructions des co-liquidateurs nommés. A ce titre, le paiement des dossiers de la SOGAP, devra peut être s'effectuer sur un compte financier spécifique (de liquidation).

- N° de dossier : Comme prévu dans le formulaire de demande, le N° de dossier aura un "format OSIRIS". Ce N° sera d'ailleurs attribué par OSIRIS. Du fait que les DRAAF n'ont pas instruit les dossiers d'opérations SAFER dans OSIRIS, le N° de dossier ne pourra être connu qu'au moment de la création du dossier par l'ASP dans OSIRIS, c'est-à-dire lorsque la DRAAF demandera à l'agence de services et de paiement une autorisation d'engagement (soit après transmission à l'ASP de la copie de la demande, du rapport d'instruction et de la proposition d'autorisation d'engagement, sur lesquels est mentionné le N° de dossier).

L'ASP et la DRAAF devront en conséquence ajouter, après coup, le N° de dossier sur la demande et sur le rapport d'instruction que l'un et l'autre auront en leur possession (N° fourni par l'ASP à la DRAAF via la proposition d'autorisation d'engagement retournée).

- Fichier EXCEL : ce tableau récapitulant les opérations, initialisé par la SAFER puis complété par la DRAAF sera rattaché par l'ASP au dossier créé dans OSIRIS. Pour ce faire, l'ASP ne peut accepter des DRAAF qu'un seul fichier EXCEL par SAFER (et non un tableau par département), comprenant un onglet par type d'opération, soit au maximum 3 onglets : un onglet pour les installations, un onglet pour les aménagements parcellaires et un onglet pour les aménagements environnementaux.

En outre, le fichier ne devra contenir que des opérations finançables, les opérations inéligibles ayant été supprimées du fichier avant transmission à l'ASP. Enfin, les colonnes réservées au contrôle DRAAF devront avoir été renseignées par celle-ci, en particulier les trois dernières colonnes de chaque onglet. Si le fichier ne respecte pas ces quelques règles, l'ASP ne pourra saisir l'autorisation d'engagement et retournera le fichier à la DRAAF.

P/ La Directrice générale de la performance
économique et environnementale
des entreprises

Signé : Hervé DURAND

[1] dans le cadre des opérations de régionalisation des SAFER.

Liste des annexes :

Annexe 1 : tableau de répartition par type d'opérations du montant de la subvention allouée à chaque SAFER métropolitaine (hors SAFER Corse) ;

Annexe 2 : formulaire de demande de financement de la SAFER pour 2016;

Annexe 3 : modèle de proposition d'autorisation d'engagement pour 2016 ;

Annexe 4 : modèle de convention de financement des opérations SAFER.

O-o-O

Annexe 1

Tableau de financement des SAFER de métropole (hors Corse) en 2016

Bénéficiaire	Installations	Aménagement parcellaires ou forestiers	Aménagements environnementaux	Total opérations	Nombre d'opérations pondérées	Montant de la subvention 2016 en euros
SAFER ALSACE	0	113	0	113	113	76 239,29 €
SAFER AQUITAINE-ATLANTIQUE	9	45	0	54	106,2	71 651,44 €
Dépts 24 et 47 rattachés à la SAFER AQUITAINE-ATLANTIQUE, suite à la dissolution de la SAFER GARONNE-PERIGORD (arrêté du 27/11/2015)	13	40	0	53	128,4	86 629,42 €
SAFER AUVERGNE	32	57	3	92	276,1	186 280,25 €
SAFER AVEYRON-LOT-TARN	15	66	0	81	168	113 346,91 €
Dépt 82 rattaché à la SAFER AVEYRON-LOT-TARN, suite à la dissolution de la SAFER GARONNE-PERIGORD (arrêté du 27/11/2015)	8	31	0	39	85,4	57 618,01 €
SAFER BASSE NORMANDIE	19	57	8	84	190,2	128 324,89 €
SAFER BOURGOGNE- FRANCHE COMTE	35	142	8	185	384	259 078,65 €
SAFER BRETAGNE	66	112	3	181	562,3	379 374,80 €
SAFER CENTRE	25	22	3	50	193,5	130 551,35 €
SAFER CHAMPAGNE-ARDENNE	9	7	4	20	70,2	47 362,82 €
SAFER FLANDRES-ARTOIS	12	19	3	34	102,1	68 885,23 €
SAFER GASCOGNE- HAUT LANGUEDOC	22	88	0	110	237,6	160 304,91 €
SAFER HAUTE NORMANDIE	7	19	7	33	70,1	47 295,35 €
SAFER ILE-DE-FRANCE	1	64	76	141	108,8	73 405,62 €
SAFER LANGUEDOC-ROUSSILLON	40	103	77	220	413,5	278 981,83 €
SAFER LORRAINE	21	83	24	128	237,8	160 439,85 €
SAFER MAINE-OCEAN	52	62	10	124	420,6	283 772,08 €
SAFER MARCHE-LIMOUSIN	37	52	23	112	315,1	212 592,92 €
SAFER PICARDIE	6	17	1	24	58,3	39 334,08 €
SAFER POITOU-CHARENTES	39	49	22	110	325,2	219 407,23 €
SAFER PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	15	94	8	117	200	134 936,80 €
SAFER RHÔNE-ALPES	20	63	33	116	215,5	145 394,40 €
TOTAL	**503**	**1405**	**313**	**2221**	4981,9	**3 361 208,12 €**

Total ex-SAFER GARONNE-PERIGORD	*21*	*71*	*0*	*92*	*213,8*	*144 247,43 €*

Mise à jour : le 04/07/2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

FORMULAIRE DE DEMANDE DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DES SAFER (CAMPAGNE 2016)

Transmettez l'original à la DRAAF du siège de votre société et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier : ______________________ Date de réception : |__|__|__|__|__|__|__|__|

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

STATUT JURIDIQUE : ______________________
Particulier, exploitation individuelle, GAEC, EARL, SCEA, SARL, SA, SCI, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, prestataires privés, autres…

RAISON SOCIALE :
|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

NOM du représentant légal : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Prénom du représentant : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

NOM, Prénom du responsable du dossier *(si différent)* : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse : ______________________

Code postal : |__|__|__|__|__|

Commune : ______________________

☎ : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Téléphone portable professionnel : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

N° de télécopie : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Mél : ______________________

CARACTERISTIQUES DU DOSSIER

a) Récapitulatif des opérations présentées

Département	Installations		Aménagements parcellaires		Aménagements environnementaux		TOTAL	
	Nbre	Surface transférée en ha	Nbre	Surface transférée en ha	Nbre	Surface transférée en ha	Nbre	Surface transférée en ha
TOTAL								

b) Financement demandé

	Montant du forfait par type d'opération	Nombre d'opérations	Aide nationale en €
Installations			
Aménagements parcellaires			
Aménagements environnementaux			
TOTAL			

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (cocher les cases nécessaires)

☐ **Je demande** à bénéficier du financement des opérations des SAFER

☐ **J'atteste sur l'honneur** l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes

☐ **Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :**
- A détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- A permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 années.

☐ **Je suis informé(e)** qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièces jointes	Pièces déjà fournies à la DRAAF
Pièces justificatives nécessaires pour chaque opération		☐
Tableaux "EXCEL" qui détaille les opérations présentées		☐
Relevé d'identité bancaire (original ou copie lisible)	☐	
Imprimé K-bis (copie à jour)	☐	

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,
☐ j'autorise
☐ je n'autorise pas [2]
l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.
[2] Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du représentant légal de la SAFER :

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.
Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DRAAF du siège de votre société.

PROPOSITION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT

Numéro de l'enveloppe d'imputation : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

1)Identification de l'administration responsable

Service gestionnaire :		Région ou Département :
Personne à contacter pour précision :		
Tél. :	Fax :	

2) Mesure concernée : Financement des opérations des SAFER (campagne 2016)

3) Identification du bénéficiaire

Raison sociale : ________________________________

N° SIRET |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Forme juridique : _____________________________________

4) Réservation de crédits

Financeur	**Montant demandé**	**Cadre réservé à l'ASP** Numéro d'autorisation d'engagement : _______________________
Etat		
Demande en date du - - - - - - - - **Signature**		**Numéro de dossier :** SAF _ _ R _ _ _ _ _ _ _ _ _ *millésime* *code région (DRAAF)* *N° ordre OSIRIS* **VISA ASP, le**

Mise à jour : le 04/07/2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

CONVENTION N°... RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE ÀU FINANCEMENT DES OPERATIONS DES SAFER (CAMPAGNE 2016)

N° de dossier : |__||__||__| |__||__| |__| |__||__||__| |__||__||__||__||__||__|
Code mesure *Année de création* *Zone géographique* *Code géographique* *N° automatique incrémenté*

Nom du bénéficiaire :_____

VU :

- le code des relations entre le public et l'administration ;
- l'arrêté du 10 mai 2001 modifiant l'arrêté du 27 juin 1990 relatif au financement des opérations des SAFER qui exercent leur activité en métropole ;
- l'instruction technique DGPE/SDPE/2016-346 du 20 avril 2016 relative au financement des opérations des SAFER pour la période 2015.

ENTRE

Le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, représenté par M. le préfet…, adresse, …]
ci-après désignés «le financeur»
D'une part,

ET

La SAFER de …, représentée par son président M. …, adresse, siret
ci-après désigné « le bénéficiaire »
D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le bénéficiaire a présenté les opérations dénombrées ci-dessous, pour lesquelles une demande d'aide a été déposée en date du …/… / … (= date de signature de la demande par le demandeur). et selon les conditions définies dans les articles suivants de la présente convention.

ARTICLE 2 – AIDE ATTRIBUEE :

Par la présente décision, il vous est attribué une aide de l'Etat de …….. €, ventilée selon les types d'opérations suivants :

- ☐ installations : ……. € (nombre d'installations :……)
- ☐ aménagements parcellaires : ……. € (nombre d'aménagements parcellaires :……)
- ☐ aménagements parcellaires environnementaux : ……. € (nombre d'aménagements parcellaires environnementaux :……)

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE :

Les engagements du bénéficiaire sont décrits dans le formulaire de demande de subvention, signé par le bénéficiaire le … / … / … .

ARTICLE 4 – VERSEMENT :

La subvention accordée par l'Etat est versée par l'Agence de Services et de Paiement, représenté par son Agent Comptable.
Le délai de paiement de la somme due au titre de la présente décision est fonction de la disponibilité des crédits correspondants.

ARTICLE 5 – REVERSEMENT :

En cas de non respect des engagements du bénéficiaire, le préfet peut exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

ARTICLE 6 - LITIGES :

Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui peuvent s'exercer dans un délai de 2 mois, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de ...., dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou en cas de recours gracieux ou hiérarchique à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente.

ARTICLE 7– EXECUTION :

Le Préfet de…, le Directeur Régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt et l'Agence de Services et de Paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à _____ le _____

Signature du Préfet … : Cachet :

Signature du bénéficiaire ou de son représentant : Cachet :